

DEUX CAPITALES DANS UN RÉSEAU DE TERRITOIRES SOLIDAIRES

Les écologistes appelaient à la réunification régionale, mais réaffirment que c'est d'abord aux citoyens de repenser l'organisation de leur territoire.

L'annonce préfectorale de réorganisation administrative de notre région n'est qu'un des épisodes d'une réforme territoriale qui restera dans l'Histoire comme un beau gâchis. Alors que notre pays souffre du "syndrome du millefeuille", on a voulu faire grand en superficie, mais ce fut pour faire petit en cohérence, confus en organisation, inabouti en compétences et indigent au niveau des moyens. Et la loi qui a renforcé encore le poids des métropoles au dépend du reste du territoire n'a fait qu'aggraver les choses.

Mais surtout, **dans peu de pays européens on accepterait de voir ainsi le centralisme étatique dicter des répartitions d'organismes à la suite d'obscurs marchandages politiques, couverts par un fin vernis technocratique.** C'est la plaie du jacobinisme français que de permettre à Paris de décider de tout pour nos régions - géographie, pouvoirs, fiscalité, qui fait quoi et où - alors même que les citoyens vont pourtant être appelés à se prononcer dans quelques mois à peine par leur vote, pour définir leurs propres "besoins et envies" de région. On voudrait briser définitivement le lien civique avec nos populations qu'on ne pourrait mieux s'y prendre.

Il faut certes se réjouir que notre région Languedoc Roussillon / Midi Pyrénées soit une des rares - au hasard du charcutage cartographique baroque qui a redessiné la carte hexagonale - à permettre une **réunification historique que les écologistes ont toujours souhaitée.** Mais donner une fois encore le sentiment - comme le Gouvernement le fait aujourd'hui, sans concertation citoyenne aucune - que les métropoles ont, seules, vocation à dominer tout le territoire, ne peut qu'amplifier la néfaste concentration des moyens. **Car si la pseudo "guerre des capitales" que certains croyaient pouvoir exacerber se termine avant même d'avoir commencé, on aurait pu espérer un début de déconcentration administrative.** Or il n'en est rien. Ainsi, non seulement la méthode de décision est contestable, mais elle se fait dans un cadre qui relève de schémas d'aménagement centralisateurs aujourd'hui dépassés.

Car pour les écologistes, si notre région doit assumer pleinement et se réjouir d'avoir DEUX capitales - Toulouse ET Montpellier, sans soucier de qui sera le "chef" (lieu) - il faut d'urgence lancer, au travers d'un réseau de territoires solidaires, un RÉÉQUILIBRAGE de toutes les politiques : industrie, innovation, recherche, enseignement, transports, énergies, culture... Ce n'est qu'ainsi que l'ensemble des autres bassins de vie rompra avec cette déshérence qui voit la casse des services publics, la montée du chômage, la marginalisation sociale et culturelle. Faut-il rappeler à Paris que ces territoires "non métropolitains", riches de leur diversité, représentent 75% de la population et 95% de la superficie de notre belle région occitano-catalane ?

Concertation citoyenne, autonomie régionale de décision, équité territoriale, redéploiement solidaire des activités, fonctionnement en capitale bipolaire, déconcentration administrative, autant de notions qui sont encore une fois oubliées dans les annonces préfectorales du jour.

Mais n'en déplaise à l'appareil technocratique, **ce sera à nos concitoyens et à eux seuls, au travers de leur vote de décembre, de donner le visage qu'ils souhaitent à notre région** qui va renouer avec son histoire millénaire.

Gérard ONESTA

*Tête de liste des écologistes aux élections régionales en Languedoc Roussillon / Midi Pyrénées
Vice Président du Conseil Régional de Midi Pyrénées
Ancien Vice Président du Parlement Européen*